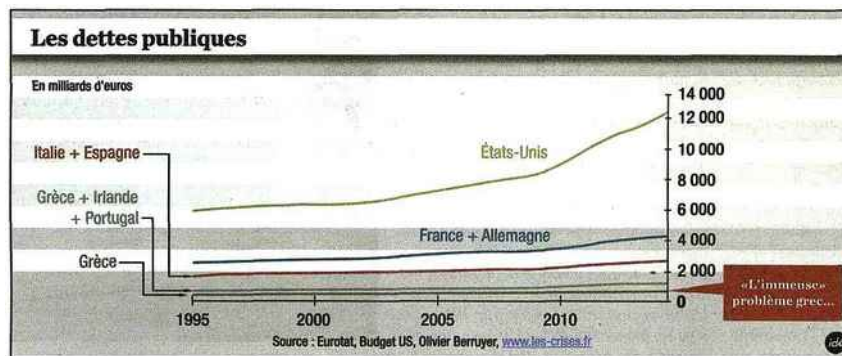




LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE RUPTURE OU CONTINUITÉ ?

GOVERNANCE ET ETHIQUE Nous redécouvrons en ce moment une leçon de la majorité des crises financières : « Le malheur est dans le prêt ». Comme 70 % des dettes publiques sont détenues par les 10 % les plus riches de la population, nous allons vivre une intéressante épreuve démocratique.

SYSTÈME MONDIALISÉ Cette crise marque une rupture profonde avec le monde d'avant et constitue la dernière d'une longue liste issue de la déréglementation financière. La question de la répartition des richesses et la construction politique de l'Europe sont cruciales.



OLIVIER BERRUYER
ACTUAIRE ET
CRÉATEUR DU BLOG
WWW.LESCRISES.FR
qui porte un regard critique et original, illustré de nombreux graphiques de long terme, sur les crises que nous traversons

→ **Stop!**
Tirons les leçons de la crise (et ce n'est pas fini: la preuve par les chiffres...)

Éditions
Yves Michel
596 pages,
22 euros.

Albert Préjean chantait déjà, en 1934 : « La crise est finie, Ah! Crions-le bien fort! Nous nageons dans l'bonheur. » La suite ne lui a malheureusement pas donné raison... Nous vivons actuellement une pause bienvenue dans les étapes de la crise – ou plutôt des crises – que nous traversons depuis cinq années, mais il est plus que probable que cela ne soit que l'œil du cyclone, et que les événements reprennent prochainement leur marche funeste. Car le processus de désintégration financière n'a pas trouvé son aboutissement, et aucune correction sérieuse n'a été apportée au système économique pour l'empêcher de dérailler de nouveau.

En effet, nous n'en sommes qu'à la mise en bouche. Rappelons que le « financiarisme » a remplacé aux États-Unis le capitalisme fordien au début des années 1980. Il se caractérise principalement par : la croissance du système financier au détriment de l'économie réelle, la suppression de la régulation financière – confondant libéralisme et « laissez-fairisme » –, la surdistribution de revenus aux action-

naires au détriment de l'entreprise, la mise en place de principes comptables d'imprudence, la valorisation de la rente et de l'héritage sur le travail, l'absence de sanction sévère en cas d'erreurs graves, la mise en concurrence internationale des salariés et, plus généralement, le fait de privilégier systématiquement le court terme sur le long terme.

Une conséquence majeure du « financiarisme » a été la compression des revenus d'une vaste majorité de la population, qui a entraîné une explosion des inégalités – qui ont retrouvé leur niveau des années 1920, effaçant quarante années de progrès social. Ainsi, on constate que le « Top 1 % » a absorbé à lui seul 65 % de toute la richesse américaine créée durant la période 2002-2007. La vaste majorité de la population a donc été obligée de recourir à l'endettement pour maintenir son niveau de vie, atteignant même des taux d'épargne nuls. Or, une vie à crédit ne dure qu'un temps. Nous redécouvrons donc sans surprise en ce moment une leçon de la majorité des crises financières de l'histoire : « Le malheur est dans le prêt ». L'explosion de la bulle immobilière américaine a été le révélateur

de l'entrée en phase terminale d'un modèle ayant déjà sombré en 1929. Les pertes induites ayant menacé en 2008 d'emporter le système bancaire dérégulé, les États sont venus à son secours, ainsi qu'à celui de l'économie en profonde récession. Les pertes ont ainsi été transférées aux États, mais leur taille gigantesque a entraîné l'explosion des dettes publiques, et une deuxième phase de la crise.

Naturellement, la zone la plus fragile a été attaquée en premier: celle de la monnaie unique européenne. Construite sur des motifs politiques, elle ne pouvait d'ailleurs que buter dans le mur de la réalité économique au premier coup de grain sérieux. Ne restent devant nous que deux grands scénarios. Le premier passe par un fédéralisme budgétaire avancé sur la zone, impliquant de multiplier le budget européen par dix afin de réaliser d'importants transferts entre pays. Solution porteuse d'un idéal européen souhaitable, elle est malheureusement irréaliste à court terme – on ne changera pas les mentalités en profondeur en deux ans. La solidarité absolue entre un Français et un Slovène nécessitera des décennies, et régnera pour longtemps encore le slogan « Plutôt la Corrèze que le Péloponnèse ». On a d'ailleurs vu ces derniers mois la haute idée de la solidarité avec la Grèce: bien loin de réaliser un abandon total des créances, on a préféré

noyer ce pays sous 200 milliards d'euros de nouvelles dettes et euthanasier son économie.

La seconde option passera par une reconfiguration de la zone euro. Si le pouvoir politique continue à ignorer le problème, la zone risque fort d'éclater violemment – bel exemple de l'« escalade d'engagement » décrite par les psychologues sociaux. Une option de bon sens consisterait à réintro-

duire trois monnaies dans la zone euro: une latine, une germanique, une méditerranéenne, et à redonner à l'euro un rôle de monnaie commune, comme entre 1999 et 2002. Inconvertibles autrement qu'en euros, elles laisseraient l'euro comme seule monnaie pour les non-résidents. À parité révisable annuellement, elles permettraient cependant une indispensable respiration dans la zone.

« Construction politique, la zone euro ne pouvait que buter sur le mur de la réalité économique. »

Les politiques d'austérité actuellement à l'œuvre, et qui échouent en Grèce, en Espagne ou en Angleterre, sont bien trop fortes et arrivent bien trop tard pour retrouver l'équilibre. Leur inefficacité, renforçant les récessions, va apparaître dans les prochains mois et relancer la défiance envers les pays de la zone euro – mais elle atteindra cette fois de gros États: Espagne, Italie et France avant de se répandre au monde anglo-saxon. La BCE n'aura cette fois plus les moyens d'apporter un bref répit, et les pays devront affronter la triste réalité: leur insolvabilité. En effet, près de quarante années de dérives financières ont propulsé les dettes publiques à des niveaux insoutenables: en France, elle atteint 120 000 euros par ménage imposable ou 630 000 euros pour chacun des 10 % des ménages les plus riches – donc les plus solvables. Jamais de telles dettes n'ont été remboursées, et l'histoire montre que, si on laisse suffisamment de temps à un État, il finit par faire défaut.

D'ailleurs, défaut ou remboursement sont deux médailles d'une même pièce: la diminution du patrimoine privé comme conséquence de la diminution de la dette publique, comptabilité élémentaire. La phase aiguë de la crise n'est pas finie pour une raison simple: cela fait cinq années que d'énormes pertes circulent entre personnes morales: des banques aux États, des États aux banques, des banques aux banques centrales. Cette phase cessera le jour – qui se rapproche – où ces pertes seront refacturées aux personnes physiques: contribuables ou créanciers. Nous pourrions alors escompter le retour de la prospérité, mais dans un modèle plus sobre.

En attendant, comme 70 % des dettes publiques sont détenues par les 10 % les plus riches de la population, nous allons vivre une intéressante épreuve démocratique, qui illustrera le combat historique entre les créanciers et les emprunteurs. Malheureusement, aucune leçon n'ayant été tirée de la crise de 2008, dans les mêmes conditions, les mêmes causes produiront les mêmes effets. Le secteur bancaire, dont les pertes ont été masquées par des artifices comptables, pâtira énormément de cette rechute – et du manque de transparence. La BCE également, rentrée bien imprudemment dans le grand jeu actuel de l'insolvabilité; l'irresponsabilité ayant abouti à la décomposition d'une partie du secteur bancaire et des finances publiques atteindra ainsi logiquement la monnaie.

Il est bien triste que la campagne présidentielle ait occulté tant de questions sérieuses: comment réduire les inégalités, comment rééquilibrer le système en limitant la rentabilité actionnariale, quel rôle accorder aux salariés dans la gestion des grandes entreprises, comment rééquilibrer la mondialisation, comment exiger le même degré de sécurité de l'industrie financière que de l'industrie nucléaire, comment bâtir une Europe sociale, comment faire prévaloir le long terme sur le court terme, comment rebâtir un système monétaire international faisant défaut depuis 1971, comment limiter les rémunérations extravagantes, comment supprimer les activités de casino des Bourses, comment sanctionner les pilotes économiques défallants, etc. Bref, un débat qui aurait permis de retrouver l'« éthique du capitalisme », en évitant une prochaine épreuve douloureuse. ▼